

Réforme des retraites : tout ce qu'il faut savoir pour bien financer votre départ

Allongement de la durée de cotisation, report de l'âge légal, fin des régimes spéciaux... Les Français ont intégré les nouvelles règles de la réforme et plébiscitent le Plan d'épargne retraite, une révolution dans l'univers des placements retraite. On vous dit tout dans notre dossier spécial.



Emmanuel Macron en Normandie, en juin 2023 . La réforme voulue par le président touche les Français nés après le 1^{er} septembre 1961.

Ludovic Marin/Pool via Reuters

Non sans mal, la réforme des retraites du second mandat d'Emmanuel Macron est passée. Si cette loi est née dans la douleur, c'est parce qu'elle touche l'un des points les plus sensibles de nos concitoyens, notre système par répartition. Un principe aujourd'hui remis en question au regard de l'allongement de la durée de vie des Français et de l'état des finances publiques. De fait, cette nouvelle mouture qui a reçu [l'aval du Conseil constitutionnel](#) change pas mal de choses pour l'ensemble des assurés.

Le recul de l'âge légal de départ à 64 ans (contre 62 ans) est désormais inscrit définitivement dans la loi. Cette mesure concerne aussi bien les salariés que les indépendants et les fonctionnaires. Elle sera mise en place progressivement, à raison de trois mois supplémentaires par génération, la première échéance démarrant dès le 1^{er} septembre 2023 .

Les régimes spéciaux impactés

La génération née entre septembre et décembre 1961 va inaugurer le dispositif et pourra demander ses droits à 62 ans et 3 mois. Puis ce sera au tour de la génération 1962, qui pourra partir à 62 ans et 6 mois, la génération 1963 à 62 ans et 9 mois, etc., jusqu'à atteindre 64 ans pour la génération 1968. Les personnes nées avant le 1^{er} septembre 1961 ne sont donc pas concernées par ce relèvement de l'âge légal.

Pour y voir plus clair, retrouvez nos simulations pour évaluer les pensions de cinq différents profils professionnels

Réforme des retraites : de l'avocat au fonctionnaire, cinq profils passés au crible

Pour pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein, il faudra par ailleurs avoir cotisé 43 ans (contre 42 ans jusqu'à présent) à partir de 2027. Dans le détail, cela signifie 169 trimestres pour les générations nées de septembre à décembre 1961 et en 1962 (contre 168 auparavant); 170 trimestres pour la génération 1963 (168); 171 trimestres pour la génération 1964 (169); 172 trimestres pour la génération 1965 et les suivantes (169 à 171). Pour les personnes nées avant le 1^{er} septembre 1961, ce nombre reste identique, à 168 trimestres.

Autre nouveauté, et non des moindres: depuis le 1^{er} septembre 2023, les nouveaux salariés des corps de métiers concernés par les régimes spéciaux sont logés à la même enseigne que les autres. La loi met fin aux régimes spéciaux de la RATP, des industries électriques et gazières, des clercs de notaire, de la Banque de France, des membres du Conseil économique, social et environnemental.

Par ailleurs, pour les retraités les plus modestes, une revalorisation annuelle des pensions sera indexée sur l'évolution du smic. Leur pension brute devrait atteindre au minimum 85% du smic net, soit environ 1.200 euros par mois.

Les avantages familiaux demeurent, et sont même amplifiés. La naissance d'un enfant et son éducation octroient huit trimestres aux parents. La majoration du montant de la retraite de base de 10% pour les parents de trois enfants ou plus est étendue aux professions libérales et aux avocats. Les femmes ayant eu des enfants peuvent s'arrêter dès 63 ans, soit un an avant l'âge légal, dès lors qu'elles cumulent 43 années de cotisations en incluant leurs trimestres de maternité.

Enfin, et le sujet a largement préoccupé les partenaires sociaux et le gouvernement lors des négociations sur la réforme, les salariés ayant commencé à travailler avant 18 ans pourront partir à la retraite dès 60 ans au lieu de 64 ans, à condition d'avoir acquis tous leurs trimestres légaux. Ceux qui ont commencé leur vie active avant 21 ans pourront y prétendre à 63 ans, soit un an avant l'âge légal de départ.

Une échéance à préparer

Toutes ces évolutions ne sont donc pas anodines et devraient changer la donne pour ceux nés après 1961. Entre l'allongement de la durée de cotisation, le report de l'âge légal de la retraite, la suppression des régimes spéciaux, tous ceux ayant pour ambition de préparer au mieux cette importante échéance vont devoir y réfléchir davantage.

Notre mode d'emploi des dispositifs de départ anticipé à la retraite

Départ à la retraite : trois pistes à explorer pour devancer l'échéance

D'autant plus qu'il est fort probable que cette réforme ne soit pas la dernière. Issue à laquelle se prépare d'ailleurs déjà la grande majorité de la génération Y... "Les Français étaient déjà convaincus qu'il fallait se prendre en main pour se constituer des compléments de revenus satisfaisants, estime Jérôme Rusak, président de L&A Finance, cabinet de conseil en gestion de patrimoine. Cette réforme devrait les pousser à s'y atteler encore plus sérieusement qu'avant."

Première conséquence pratique de cette nécessité: ils pourraient favoriser des investissements de long terme, même de la part de quinquagénaires qui auront largement le temps de faire fructifier leurs placements. Le baromètre annuel d'Altaprofits sur l'épargne des Français ne dit rien d'autre: 84% des personnes actives sondées considèrent comme nécessaire de se constituer par elles-mêmes un revenu supplémentaire à activer au moment de leur retraite afin de compléter leur pension. Elles sont même 43% à considérer cette épargne comme "tout à fait" nécessaire.

Retrouvez la liste des différents placements long terme pour préparer sa retraite

PEA, assurance-vie, immobilier... quels placements de long terme choisir pour optimiser sa retraite?

"Cette réforme a surtout mis en lumière la crise de confiance des Français à l'égard de leur système des retraites, souligne Jean-Baptiste de Pascal, cofondateur de la société de gestion Inter Invest. Cette défiance ne concerne pas seulement les 40-50 ans, elle touche tout autant les plus jeunes générations, qui se trouvent également confrontées à la difficulté d'acquérir leur résidence principale." Le baromètre d'Altaprofits le confirme lorsqu'il indique que 60% des moins de 35 ans ont l'intention de souscrire un PER pour bénéficier d'une rente viagère ou d'un capital à leur retraite. Soit un écart de 23 points par rapport à l'ensemble des Français et un progrès de 20 points en trois ans.

Une évolution que ne constate pas encore La Banque postale. "70% de nos clients investissant dans un PER ont 45 ans et plus, indique Marion Soulet, responsable marketing assurance-vie de l'établissement public. Cet outil, idéal pour préparer sa retraite, s'additionne à l'assurance-vie: 80% des détenteurs de PER en possèdent déjà une." Au sein de La Banque postale, on n'en demeure pas moins convaincu que les plus jeunes générations sont maintenant prêtes à mettre la main à la poche pour préparer leur retraite. "Mieux vaut commencer tôt à épargner avec de petits montants réguliers, que plus tard avec de grosses sommes", conseille Marion Soulet.

L'exemple des médecins

S'il est une catégorie socioprofessionnelle qui se prend par la main depuis un bon moment pour préparer sa retraite, c'est bien celle des médecins et autres professions médicales, au regard de l'inefficacité de leur caisse obligatoire. Un exemple: un médecin ayant gagné en moyenne 10.000 euros par mois tout au long de sa carrière ne devrait pas toucher plus de 2.700 euros lors de la liquidation de sa retraite. De quoi pousser la profession à anticiper cette forte chute de revenus.

"Nos sociétaires préparent donc de longue date cette échéance, en investissant principalement dans des contrats d'assurance-vie, indique Stéphane Dessirier, directeur général de la MACSF. La dernière réforme n'a pas vraiment changé leurs habitudes. Le report de l'âge légal les concerne assez peu, puisqu'ils cessent souvent leur activité entre 67 à 70 ans..."

L'élément qui les a plus particulièrement poussés à faire évoluer leur façon d'épargner est la loi Pacte et l'arrivée du PER, permettant de sortir aussi bien en rente qu'en capital." Le responsable mutualiste observe toutefois que cette profession commence à épargner de plus en plus tôt: "Avant, ils ne s'intéressaient pas à cette question avant 45 ans. Aujourd'hui, ils commencent à épargner dès leur installation, soit environ 30 à 35 ans."

Les solutions patrimoniales pour préparer sa retraite sont, certes, relativement nombreuses. Elles varient surtout en fonction du niveau de risque accepté par les souscripteurs. Mais qui dit allongement de la durée de cotisation dit aussi allongement de la durée d'épargne. C'est là où il est primordial de regarder de près les niveaux de frais prélevés par les différents organismes de placement, car sur de longues périodes, cette variable peut devenir un véritable frein à la performance finale du produit retenu.

Une épargne simplifiée

L'arrivée du Plan d'épargne retraite (PER), en 2019, dans le cadre de la loi Pacte, a constitué une véritable révolution dans l'univers des placements retraite. Avec cette nouveauté qui a radicalement changé la donne: la possibilité de récupérer le fruit de son épargne en capital, alors qu'il était auparavant exclusivement soldé en rente. De même la loi prévoit-elle une sensible simplification des démarches, avec l'opportunité de transformer tous ses anciens outils (Perco, Madelin, etc.) en un seul véhicule d'épargne, le PER. Celui-ci est aussi doté, à l'entrée, d'un avantage fiscal non négligeable.

Découvrez les 25 contrats labellisés Meilleurs PER

Placements : Les meilleurs PER 2023 pour financer sa retraite

"Son succès est facilité par un accès digital qui séduit les plus jeunes, ajoute Jean-Baptiste de Pascal. C'est une offre qui a su s'adapter aux nouvelles attentes des souscripteurs et qui a d'ailleurs suscité des vocations chez de nouveaux acteurs." Le responsable d'Inter Invest précise que 90% de sa clientèle de PER opte pour des versements périodiques, ce que ne faisaient pas les générations antérieures.

Il n'en fallait pas plus pour convaincre un grand nombre de Français de choisir cette solution afin de se constituer un complément de revenu. "Nos clients aisés concernés par cette réforme ne sont pas vraiment contrariés, ajoute Jérôme Rusak.

Tous ceux ayant accès au crédit en profitent même pour emprunter pour des projets immobiliers. Leur moral est globalement bon et ils cherchent surtout des solutions pour sortir par le haut de cette nouvelle situation." D'ailleurs, toujours selon les résultats du baromètre annuel d'Altaprofits, les crispations autour de l'allongement de la durée de travail ne sont pas vraiment fondées sur des considérations financières, puisqu'à la fin avril 2023 - date de réalisation du sondage -, seuls 30% des actifs avaient une connaissance du montant qu'ils percevraient à la retraite, et parmi eux, seuls 4% le connaissaient "précisément".